

CENTRAFRIQUE: LA RUSSIE DANS LE PRÉ CARRÉ FRANÇAIS



ARCHANGE BISSUE BI NZE*

L'essoufflement français dans son pré carré en ce XXI^e siècle, notamment en République centrafricaine (RCA), attire d'autres puissances à l'instar de la Russie. L'intérêt russe pour la RCA, acteur majeur des relations internationales, s'inscrit dans une dynamique globale du redéploiement stratégique de la Russie en Afrique. Il soulève ici la question des « schèmes de perception des rapports de force à partir desquels il convient de voir comment le continent africain est perçu dans les réalités géostratégiques actuelles » (Mana, 2014, p. 22). La Centrafrique a un sous-sol constitué de minerais stratégiques convoités par plusieurs acteurs, dont la Russie. Toutefois, les enjeux sont bien au-delà de la réalité apparente, de même que les défis à relever. Le premier défi, c'est de se frayer un chemin dans un environnement où les autres puissances (États-Unis, Chine, France, Inde, etc.) sont déjà implantées. Le deuxième, c'est de proposer un partenariat différent de celui que les autres puissances proposent, dans lequel les États africains trouveront satisfaction. Le troisième défi est lié à la feuille de route. Il faut que les Russes adaptent leur canevas stratégique en fonction des spécificités de chaque État africain, à l'exemple de la RCA.

Dès lors, que représente la Centrafrique dans la géopolitique de la Russie en Afrique ? Mieux, dans le jeu d'échecs que se livrent les grandes puissances sur le continent africain, quelle position la

* DOCTORANT EN SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES À L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN.

RCA occupe-t-elle dans la stratégie de jeu russe pour fragiliser progressivement l'influence française dans son pré carré ? Pourquoi la Russie choisit d'arriver « triomphalement » en Centrafrique ? En quoi cette venue russe au « carrefour » de l'Afrique centrale est-elle un indice majeur de turbulences dans le pré carré de la France ? Autant de questions qui sous-tendent cette réflexion dont l'objectif général est de montrer que la Russie a préparé son retour en Afrique en se fondant sur une « stratégie proportionnelle des bénéfiques réciproques ». Plus précisément, il s'agit de voir comment la Centrafrique constituera un pôle stratégique dans la mise en œuvre du retour russe en Afrique. Ainsi, au regard du regain russe à partir de 2017, en RCA, l'hypothèse d'un territoire aux enjeux multiscalaires et protéiformes peut être avancée. De ce fait, en considérant que la Centrafrique est un territoire où l'on observe des rivalités de pouvoir entre puissances, ou mieux : étant un théâtre d'opération certain, nous aborderons cette analyse sous le prisme de la géopolitique et de la géostratégie (Dussouy, 2007 ; Fogue Tedom, 2008). À cet effet, avant d'examiner la face cachée de la Russie en RCA, nous verrons en bref l'évolution de la coopération militaire franco-centrafricaine et russo-centrafricaine.

84

La coopération militaire franco-centrafricaine

Dans les années 1960 à 1997, on observe un engagement « excessif » de la France en RCA. Il convient à cet effet de revenir sur cet engagement français.

L'engagement « excessif » de la France en RCA avant 1997

Dès son indépendance le 13 août 1960, la Centrafrique signa un accord de défense avec la France le 15 août de la même année. Cet accord prévoyait l'intervention française en cas d'attaque extérieure ou de déstabilisation interne. Après le putsch de Jean Bedel Bokassa le 31 décembre 1965, un autre accord d'assistance militaire et technique fut paraphé en 1966. Celui-ci envisageait un encadrement et une restructuration de l'armée centrafricaine. Étant un observatoire stratégique de la France en Afrique pendant la guerre froide (Gourdin, 2013), la RCA a bénéficié d'une recrudescence des effectifs militaires et un engagement logistique important, comme le montre le tableau ci-dessous.

CENTRAFRIQUE : LA RUSSIE DANS LE PRÉ CARRÉ FRANÇAIS

**Tableau des engagements militaires français en Centrafrique
entre 1960 et 1980**

Accord de défense	Accord d'assistance militaire et technique	Troupes françaises sur les installations militaires		Nombres de conseillers militaires français		Part de l'armement importé de France	
		1970	1980	1965	01/1980	1960-1969	1970-1980
1960	1966	120 soldats	1 100 soldats	158 stratèges	32 stratèges	75,4 %	98,1 %

Source : LUCKHAM, R. (1982), « Le militarisme français en Afrique » In *Politique africaine*, p.95-110.

Si, dès 1977, il fut envisagé la possibilité de revoir les accords passés entre la France et ses anciennes colonies, ce n'est qu'en 1997 que le Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix (RECAMP) voit le jour.

85

L'engagement « modéré » depuis la mise en place du RECAMP

En 1997, le RECAMP est mis en place. Il traduit la stratégie française d'éviter des interventions directes dans les conflits africains. Pour ce faire, « le nouveau gouvernement français prit une nouvelle orientation en privilégiant des actions en Afrique dans le cadre de l'Union européenne (UE). Initiant le processus de transformation du rôle de la France en Afrique, le Premier ministre Lionel Jospin prit les rênes de la coordination de l'assistance européenne en Afrique (EU), notamment à travers le programme RECAMP » (Burgess, 2018, p. 11). Cela s'observe concrètement en Centrafrique par le démantèlement par l'armée française de la base militaire Leclerc située à Bouar (dans la préfecture de Nana-Mambéré).

En bref, le programme RECAMP articulé autour de la formation, l'entraînement et l'aide à l'engagement des forces africaines (ministère de la Défense, 2016, p. 9) laisse transparaître la réorientation stratégique française en Afrique et la volonté

de miser sur un engagement modéré dans les territoires aux enjeux relatifs. De fait, la perception de la RCA par l'Hexagone a évolué concomitamment avec les cultures stratégiques françaises en Afrique. D'où, l'implication de la France dans les opérations de maintien de la paix en RCA est une illustration de cet engagement modéré.

Les bases de la nouvelle donne stratégique de l'engagement français en RCA

La réflexion amorcée en 1977, autour de la révision des accords militaires se concrétisa en 2010. En effet, le 8 avril 2010, un accord de partenariat de défense (Guilhaudis, 2016, p. 4) franco-centrafricain fut conclu suite aux directives du *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale* de 2008. Ce nouvel accord, tout comme d'autres conclus dans la même temporalité, prévoit entre autres : « des échanges de vues, d'informations et renseignements [...] l'organisation, l'équipement et l'entraînement des forces, [...] la formation des personnels des forces armées africaines dans les écoles de formation militaire françaises ou soutenus par la France » (Guilhaudis, 2016, p. 5).

Par ailleurs, le *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale*, cite parmi ses priorités stratégiques la stabilisation commune du voisinage de l'Europe (2013, p. 55) dont fait partie l'Afrique subsaharienne. Cette priorité va de l'hypothèse que les crises qui éclatent dans les États du sud du Sahara et les menaces de la criminalité transnationale peuvent avoir des impacts sur les intérêts français et d'autres pays de l'Europe. Par conséquent, il faut que la France et ses partenaires stabilisent les régions subsahariennes.

Ainsi, ces accords de partenariats de 2010 adossés aux divers *Livres blancs*, mettent en relief la stratégie de l'engagement français en Afrique et particulièrement en RCA. C'est pourquoi, lors du sommet Afrique-France tenu en 2013 à l'Élysée en France, François Hollande affirma que l'opération *Sangaris* répondait à une « situation catastrophique ». C'est pour « sauver un peuple qui souffre et nous appelle » que la France intervient en RCA. Mais, c'est surtout pour ne pas que d'autres puissances, à l'instar de la Russie, proposent leurs services à la Centrafrique afin de s'enraciner dans son pré carré.

La coopération russo-centrafricaine : du temps de la guerre froide à nos jours

Pendant la *détente* (1962-1975) et la *guerre fraîche* (1975-1985), on assiste à une coopération sous pression entre la RCA et l'URSS.

La coopération sous tension : le temps du rapprochement opportuniste

Pendant la guerre froide, la coopération entre pays d'idéologies différentes était sous pression internationale, comme ce fut le cas de la RCA et l'URSS. Si, pour la RCA appartenant au bloc de l'Ouest, sa coopération avec l'URSS (chef de fil du bloc de l'Est) fut clientéliste, pour les Soviétiques, c'est le temps des rapprochements opportunistes pour contrecarrer leur rival américain qui s'appuyait sur la France dans son pré carré.

En toile de fond, deux épisodes de ces rapprochements sont perceptibles en Centrafrique. Pendant la *détente*, le président David Dacko, constatant les difficultés financières que traversa son pays, va nouer une amitié avec l'URSS et la Chine (Accord de coopération sino-centrafricaine du 29 septembre 1964) dans le plus grand secret. L'Hexagone sera surpris par cette attitude de la Centrafrique à travers l'extrait du télégramme diplomatique suivant : « Cette [coopération] de la RCA avait été soigneusement tenue secrète [...] et rien n'avait filtré dans l'entourage des conseillers du président [Dacko]. Celui-ci [ne prit sa décision] que très tardivement sous la pression de ses habiles partenaires qui ont dû faire miroiter à ses yeux les avantages d'une importante assistance financière. » (RFI, 2016). La France ne digéra pas une telle trahison et Dacko va en payer les frais par son éviction.

En effet, le 31 décembre 1965, le chef d'état-major de l'armée centrafricaine, le colonel Jean Bedel Bokassa, renversa le président Dacko (Boute Mbamba, 2004 ; Bat, 2013). La France, informée de la situation, n'appliquera pas les dispositions des accords de défenses de 1960. Or, un an avant, au Gabon, elle intervenait suite au coup d'état du 18 février 1964 contre le président Léon Mba. En réalité, Dacko commençait à être une gêne pour la France par ses rapprochements avec les communistes. Le coup d'État de la Saint-Sylvestre arrangea l'Élysée. Mieux, après avoir reçu le

télégramme diplomatique de ce putsch, Foccart dira à de Gaulle que « le colonel Bokassa est un francophile » (RFI, 2016).

Au fil du temps, avec ses agissements incontrôlés, Bokassa, devenu Bokassa I^{er} après son couronnement en 1974, sera dans le viseur des services de documentation extérieure et de contre-espionnage. N'ayant pas appris de l'expérience de Dacko, il va tisser des relations avec l'URSS et la Libye. Ce qui va valoir son coup d'État (Germain, 2000) perpétré par la France le 21 septembre 1979, alors qu'il est en visite en Libye. En bref, ces deux épisodes montrent comment étaient traités certains dirigeants des États du pré carré qui voulaient coopérer avec les Soviétiques.

Toutefois, il faut retenir que l'aide que l'URSS devait fournir à la RCA concernait principalement, les domaines militaires et économique-financiers. Jouant sur la dépendance extérieure de la Centrafrique, les Soviétiques ont vu dans ce clientélisme centrafricain une opportunité d'infiltration progressive de la sphère d'influence française. Si les démarches effectuées n'ont pas eu les effets escomptés, c'est parce que l'URSS avait d'autres théâtres d'opération importants d'une part et que la RCA occupait une place marginale dans les analyses stratégiques qui guidaient l'action soviétique en Afrique d'autre part. Mais, depuis 2017, il y a un revirement.

88

Le regain de la Russie pour la RCA : le temps du rapprochement stratégique

Plusieurs analystes du regain russe en Afrique avancent que les Russes n'ont pas de stratégie (Vigne, 2018 ; Kalika, 2019 ; Leboeuf, 2019). Nous restons prudents sur cette observation pour quatre raisons :

- la *première*, dans l'histoire des relations internationales, aucune grande puissance n'a effectué une orientation ou une réorientation de sa politique étrangère sans considérer sa culture et ses doctrines stratégiques (Burgess, 2018 ; Wasinski, 2004 ; Wasinski, 2003) sur lesquelles reposent les actions de sa politique extérieure ;
- la *deuxième*, lorsque la Russie est sanctionnée en 2014, après la crise ukrainienne, elle ne décide pas sur un « coup de tête » de se tourner vers l'Afrique. Il y a toute une stratégie qui est mise en place. Celle-ci est cohérente avec les objectifs qu'elle veut atteindre ;
- la *troisième*, si certains observateurs situent l'intérêt russe pour l'Afrique à partir de 2014, cela est bien plus antérieur. En effet,

« lors du deuxième mandat de Vladimir Poutine, le président russe y effectue en 2006 deux voyages officiels. Il visite [l'Algérie, l'Afrique du Sud et le Maroc]. Cette tendance se poursuit lors du mandat de Dimitri Medvedev qui effectue, en 2009, une tournée sans précédent sur le continent africain, qui le conduit en Égypte, au Nigéria, en Namibie et en Angola » (Dubien, 2017, p. 78) ;
– la quatrième raison réside dans le pragmatisme de la politique étrangère russe. Elle est fondée sur les schèmes de perception évolutifs de ses dirigeants face à ses intérêts stratégiques. Pour ce faire, la Russie « ne doit pas hésiter à affirmer ses intérêts même s'ils sont en opposition avec ceux de l'Occident » (Binette, 2017, p. 45).

Ces raisons montrent à bien des égards que les Russes ne sont pas en aventure dans leur intéressement pour l'Afrique. Ils sont conscients qu'ils ne sont pas assez implantés en Afrique. C'est pourquoi le rapprochement russe avec plusieurs États africains, à l'instar de la RCA, entre dans le cadre d'une stratégie bien élaborée que nous qualifions de « stratégie proportionnelle des bénéfices réciproques ». Elle signifie que la Russie apporte son aide aux pays africains en fonction des avantages proportionnels qu'elle peut en tirer. En d'autres termes, c'est une stratégie d'équilibre de l'aide russe. Il ne faut pas que l'aide soit supérieure aux avantages. C'est un calcul stratégique qui s'échelonne dans le temps. Précisons que les bénéfices peuvent être symboliques (augmentation de la notoriété russe), économiques (signature de contrats entre les entreprises russes et centrafricaines), financiers (flux financiers entre les banques des deux États), politiques (nouvel allié potentiel de la Russie dans les instances internationales) ou militaires (accords de coopération militaire).

Par ailleurs, la Russie a réussi son retour en Afrique sur une double négation. Primo, elle a réussi à faire croire aux analystes, par ses initiatives officielles, que son retour est un « feu de paille », un non-événement soldé par un échec (Hivert, 2020). Or, il ne faut pas se fier aux actions officielles posées par la Russie, car si elles sont perceptibles, elles ne reflètent pas la vérité. Il faut la rechercher ailleurs et non dans l'illusion de la réalité apparente.

Secundo, la Russie a été très habile en laissant transparaître avec tact plusieurs éléments qui ont permis aux observateurs de conclure que ce n'est pas un retour, mais une plausible démarche de recherche de débouchés économiques (Kalika, 2019, p. 9). Or, usant de *soft power*, la stratégie russe « vise à exploiter de

façon opportuniste toutes les failles susceptibles de déstabiliser ou d'affaiblir les alliances des pays occidentaux » (Kalika, 2019, p. 18), notamment la France dans son pré carré.

Si, pour Aline Leboeuf (2017 ; 2019), le rapprochement de la Russie en Afrique se fait de manière opportuniste, nous pensons que c'est un rapprochement stratégique fondé sur des points focaux dans les sous-régions d'Afrique. Dans la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Centrafrique est l'un des points focaux par sa fragilité sur tous les secteurs de la sécurité (politique, militaire, économique, sociétale, etc.), ce qui est profitable à la fédération russe.

Dès lors, la rencontre de Sotchi en octobre 2017 est le point d'amorçage de cette stratégie russe. Pendant cette rencontre entre le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov et certains responsables de la RCA, plusieurs sujets furent évoqués, à l'exemple de l'embargo sur les armes, le sous-équipement des forces armées centrafricaines (FACA) et les difficultés sécuritaires et de défense de l'État centrafricain.

90

Deux mois après, en « décembre 2017, l'embargo sur les armes en RCA est suspendu exceptionnellement. La France ne s'y oppose pas. Mais Lavrov, pressentant l'opportunité qui s'offre à lui, propose un "package" plus large au chef d'État centrafricain. La Russie a tapis rouge pour pénétrer au cœur de l'Afrique » (Forestier, 2018). Ce n'est pas un acte banal, c'est un calcul stratégique minutieusement préparé par le Kremlin et le ministère des Affaires étrangères russe.

La Centrafrique est un enjeu, de même qu'il constitue un théâtre d'opération. Même le territoire centrafricain représentait « un enjeu stratégique secondaire pour plusieurs grandes puissances [...], les motivations divergentes de chacune d'entre elles semblent progressivement y faire émerger une lutte d'influence » (Lobez, 2019). L'influence est l'un des avantages symboliques que la Russie cherche à avoir en RCA où, depuis des décennies, la France est décriée. Par conséquent, l'annonce de leur arrivée fut spectaculaire.

La fabrique du consentement populaire des Russes en Centrafrique

L'approche de la fabrique du consentement (*manufacturing consent media theory*) signifie la réciprocité de l'influence des

gouvernements sur les médias (Herman, 2008). Elle renferme deux versions selon Robinson (1999) : version des élites (*elite version*) selon laquelle les intérêts des élites politiques (Bennet, 1990) guident l'action des médias, d'une part, et la version exécutive (*executive version*) selon laquelle l'agenda officiel (Chomsky et Herman, 2003) guide l'action des médias, d'autre part. En Centrafrique, le gouvernement russe a minutieusement préparé son retour en se servant des mass-médias pour diffuser son action.

Ainsi, les Russes vont soutenir plusieurs initiatives s'ils ne sont pas officieusement les « commanditaires » : « création de sites en faveur des Russes Facebook, soutien à la Russie en RCA, Bangui 24 News [...], création d'une radio (Radio Lengo Songö : "Nouons la solidarité") ». En octobre 2018 « [...] des campagnes événementielles (le 25 et 26-08-18 un tournoi de football dit "Coupe de l'espoir" entre les différents arrondissements de Bangui ; 09-12-18, élection de "Miss Centrafrique" ; le 15-12-18, "un tournoi de taekwondo" (Hivert 2020) ».

Au-delà de ces actions, il y a eu une publicité de grande envergure pour annoncer l'avenue des Russes en Centrafrique. On pouvait voir sur plusieurs panneaux publicitaires les images d'hélicoptères russes ou du drapeau russe, les messages d'amitié russo-centrafricains écrits en langue sango et biens d'autres encore. Les médias locaux, la presse écrite, en ligne et audiovisuelle ont contribué à cette campagne de propagande russe.

À l'examen des faits, le message russe envers la France se résume ainsi : « certains États de votre pré carré nous intéressent dans nos projections. Votre pré carré présente des failles que vous-mêmes vous avez créées, nous allons exploiter ces faiblesses pour le pénétrer et y consolider notre stratégie ». De plus, dans leur stratégie de communication, les Russes ont ouvertement attaqué la France en usant de son passé tumultueux avec l'Afrique, en rappelant par exemple que « la Russie n'a jamais eu d'empire colonial en Afrique, [elle a aussi rappelé] l'engagement soviétique dans les luttes pour les indépendances » (Hivert, 2020) et en mettant en avant les bénéfices d'une coopération renouvelée, protéiforme et multimodale.

À ce titre, cette communication russe entre dans le cadre de ce que nous avons nommé la stratégie proportionnelle des bénéfices réciproques. Toutes les actions, de la conception, l'opérationnalisation et les impacts dans la population et au sommet de l'État centrafricain, furent analysées. Les avantages qui en

découlèrent étaient divers dans plusieurs domaines (économiques, militaires, politiques). Les actions sont progressives de même qu'elles sont orientées. Elles visent un objectif, faire comprendre à la communauté internationale que le temps de l'observation est terminée, il est maintenant temps que la Russie agisse en Afrique. Mieux, pour ce qui est de la RCA, l'effet recherché fut de présenter la Russie comme un acteur neutre sur laquelle le pouvoir centrafricain peut compter.

De ce fait, les Russes en Centrafrique ont fait une démonstration de puissance. Il fallait que leur arrivée soit précédée d'une communication à la hauteur de leur rang de « grande puissance », voire de puissance globale (Marchal, 2019, p. 6). Cependant, que vient faire la Russie en RCA ? Que cache ce regain d'intérêt pour la Centrafrique ?

La Russie en Centrafrique : la face cachée de l'iceberg

92

« La conquête de l'Afrique, et plus précisément de l'Afrique centrale, s'inscrit dans la volonté de la Russie de contrôler des espaces de pivots » (Noah Noah, 2019, p. 30). La Centrafrique, l'un de ces espaces, attire les Russes aussi bien pour son intérêt géoéconomique que pour la position stratégique qu'elle constitue dans le schéma de projection russe en Afrique centrale.

L'assistance militaire russe : une coopération fructueuse pour la Centrafrique

Sotchi, station balnéaire de la Russie, accueille en octobre 2017 une rencontre entre le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, et le président de la RCA, Faustin Archange Touadéra, accompagné de certains de ses collaborateurs (Rameaux-Claude Bireau, Thierry Oronfei, Firmin Ngrebada, Noël Bienvenu Selesson et Issa Bourma). Au menu des échanges, les questions économiques (ouverture du marché centrafricain aux entreprises russes), financières (collaboration entre les établissements de crédit russo-centrafricain) et militaires (formation, équipement, conseil, protection) furent évoquées.

De cette rencontre, un accord de coopération militaire fut conclu et la Russie s'engagea d'aider la RCA à obtenir des armes. Ainsi, la Russie a œuvré à ce que l'embargo total sur les armes de

2013 puisse être allégé. Le fruit de cet effort est la suspension de cet embargo en décembre 2017. De même, les Russes ont livré en janvier 2018 une importante cargaison d'armes (la première) à la Centrafrique et 175 conseillers militaires russes (Hubert-Rodier, 2018), soit 170 instructeurs civils et cinq officiers militaires (Lobez, 2019), sont arrivés à Bangui. Ces derniers ont eu pour mission principale de former les FACA. À cet effet, 1 300 soldats des FACA ont été formés (Arkhangelskaya, 2013, p. 71) aux techniques de combat et de maintien de la paix.

Par ailleurs, les Russes ont réussi à s'infiltrer dans la présidence centrafricaine. C'est le cas de Valery Zakharov, conseiller à la sécurité du président Touadéra (Olivier, 2019). Hormis cette mission de conseil, les conseillers militaires russes ont une autre mission : fournir des renseignements sur l'État centrafricain et sur les agissements des puissances occidentales dans ce pays. En outre, plusieurs Sociétés de sécurités privées (SSP) russes sont installées en RCA : *Sewa Security Service* et *Wagner*. Ce dernier, financé en grande partie par Evgueni Prigojine (un milliardaire russe proche de Poutine), « fournit aujourd'hui plus d'un millier d'instructeurs à la Centrafrique, assure la sécurité de diverses institutions et prend en charge une partie de la formation de la garde présidentielle et de l'armée » (Hubert-Rodier, 2018).

Toujours sous l'angle de la coopération militaire, la Russie a fourni, à partir du 14 août 2019, la deuxième cargaison d'armes à la Centrafrique (RFI, 2019). Satisfait, le président Faustin Archange Touadéra, demanda à la Russie, lors du sommet Russie-Afrique de Sotchi du 23 au 24 octobre 2019, de renforcer son aide militaire en ces termes : « Nous croyons que les partenaires russes nous livreront aussi des moyens létaux [...], des véhicules de combat, des mortiers et d'autres [pièces] d'artillerie nous permettant de [combattre] les groupes armés actifs en Centrafrique [qui] “reçoivent des armes lourdes illégalement” » (AFP, 2019). Cela dit, la coopération militaire russe est fructueuse pour la RCA. Si à première vue on a l'impression que la Russie n'en tire pas de bénéfice, elle y gagne tout de même.

L'intérêt géoéconomique de la RCA : des bénéfiques certains pour la Russie

La Banque africaine de développement faisait observer en 2011 que la diversité de réserves naturelles dont regorge l'Afrique fait

d'elle « une destination d'investissement de plus en plus attrayante pour les industries russes de l'énergie et des autres ressources naturelles ». C'est dans cette perspective qu'en Afrique centrale la RCA constitue un intérêt géoéconomique par ses enjeux miniers quasi inexploités pour la plupart, ce qui attire les Russes.

En effet, la Russie a plusieurs entreprises d'exploitation minière de notoriété mondiale. Dans le domaine par exemple du gaz et du pétrole, citons *Rosneft*, *Gazprom* (entreprises publiques) et *Lukoil* (entreprise privée). En ce qui concerne l'acier, il y a *Serverstal* et, dans le secteur du nucléaire civil, *Rosatom*. Dans le secteur diamantifère, nous pouvons citer le leader mondial *Alrosa* (Elzein, 2014, p. 82). Dans l'exploitation de bauxite et d'aluminium, il y a le groupe *Rusal*. Mentionnons également *Renova* dans l'extraction de manganèse et *Nordgold* dans la production d'or (Vigne, 2018, p. 22-23). Si certaines de ces entreprises sont déjà installées dans plusieurs États africains (Angola, Égypte, Botswana, Zimbabwe, Nigéria, Burkina Faso, Afrique du Sud, Madagascar, Djibouti, etc.), il n'en demeure pas moins que la « conquête minière russe » de l'Afrique centrale passe par des États dont les facilités d'accès sont favorables à la Russie, c'est le cas de la RCA.

Parmi les ressources minières dont regorge la RCA, nous comptons les : zirconium, thorium, colombo-tantalite, argile, pyrite, cobalt, étain, plomb, uranium, lignite, zinc, pétrole, cuivre, eau thermale, granite, dolomie, marbre, titane, ardoise, ampélite, quartz, diamant, or, manganèse, chrome, kaolin, nickel, disthène, calcaire, fer, tourmaline, sable, latérite (direction générale des mines de la RCA, 2014, p. 4). convoités par plusieurs puissances, États-Unis (*RSM petroleum*), France (*Areva*), Afrique du Sud (*DigOil*), Chine (*China National Petroleum Corporation*) sous la présidence de François Bozizé (2003-2013), les minerais centrafricains sont aussi prisés sous Touadéra par les entreprises russes. Ainsi, huit mois environs après la rencontre de Sochi de 2017, le ministre des Mines centrafricaines, Léopold Mbolli Fatran, accorde entre juin et juillet 2018 à l'entreprise *Lobaye Invest Sarlu* « une autorisation de reconnaissance minière dans les régions de Yawa et Pama [afin de repérer d'éventuels gisements d'or et de diamant [dans le périmètre de Birao, Ndele, Alindao et Bria] » (Olivier, 2019).

Par ailleurs, au regard de certaines de ces ressources minières – manganèse, titane, l'aluminium, chrome, mercure – (Pham, 2014) difficiles à exploiter du fait de leur accès et vu l'importance d'autres

ressources – étain, cuivre, zinc, nickel – (Giles, 2013) nécessaires au fonctionnement de plusieurs de ces industries, la Russie trouve en Centrafrique un espace d'exploitation bénéfiques pour ses entreprises. Si l'uranium est nécessaire dans le domaine nucléaire, le cobalt dans multiples domaines (moteurs d'avions à turbine, technologie de l'information, etc.), le manganèse dans la production d'acier (Tsassa, 2016, p. 6), pour ne citer que ceux-là, il convient de dire que toutes les entreprises russes susmentionnées ont en RCA un espace prometteur pour leurs ambitions géoéconomiques. À cet effet, l'installation de la Russie en RCA répond au besoin de développer un cercle géoéconomique dans les Grands Lacs, voire un axe médian d'implantation de ses entreprises de l'Afrique australe à l'Afrique centrale au regard de la position stratégique de la Centrafrique.

L'établissement des Russes en Centrafrique : un positionnement stratégique ?

La Russie est implantée dans plusieurs pays africains. Mieux, dans toutes les CER's, les entreprises russes sont implantées. De même, reconnue comme leader dans l'exportation d'armes en Afrique, la Russie fournit de l'armement militaire à plusieurs pays africains – Algérie, Ouganda, Mozambique, Angola, Maroc, Ghana, Namibie, Éthiopie, Libye, Égypte, Kenya, Mali, Burkina Faso, Nigéria, Guinée équatoriale, Soudan, etc. – (Kalika, 2019, p. 8 ; Forestier, 2018). Dans la même veine d'analyse, depuis 2017, les Russes ont un accord militaire avec la RCA et ils ont commencé à fournir des armes dans ce pays depuis janvier 2018. Toutefois, l'intérêt russe pour la RCA entre dans sa projection stratégique en Afrique centrale, espace favorable pour renforcer son « statut de puissance sur la scène internationale » (Noah Edzimbi, 2019, p. 11). La RCA, fait partie de cet espace, est malgré elle un territoire convoité par ce qu'elle possède et par sa position stratégique de « carrefour » en Afrique centrale. De ce fait, par son enclavement, la RCA, voire l'Afrique centrale qui peut être considéré comme un « *Heartland* », devient progressivement un enjeu de puissance et un espace d'affrontement entre les puissances » (Embiede Eballa, 2019, p. 53). La RCA et la RDC deviennent ainsi des « pôles stratégiques » en Afrique des Grands Lacs.

Autrement dit, par sa vulnérabilité et son positionnement au « carrefour de l'Afrique centrale », la Centrafrique constitue un

« pivot géopolitique » (Brzezinski, 1991, p. 68) pour la Russie dans ses calculs de « repositionnement » stratégique dans les CER's d'Afrique. Déjà, dans la Communauté de développement d'Afrique australe, les Russes sont implantés par exemple au Botswana, au Zimbabwe, en Angola, en Afrique du Sud, à Madagascar, etc. On observe aussi leur présence dans certains pays de la Communauté des États sahélo-sahariens (Burkina Faso, Guinée-Bissau, Maroc, Égypte, Djibouti, etc.) et dans la région des Grands Lacs (Tanzanie, Soudan, etc.). Il faut dire que la RCA, par ses particularismes de fragilités pourrait constituer un pôle géopolitique important pour les Russes en Afrique centrale.

Par ailleurs, en jetant un regard panoramique sur l'établissement russe dans les divers CER's, on descelle une mosaïque stratégique. Il y a une sorte de « maillage » (Brunet, 2008, p. 312) géostratégique. Nous appelons ici maillage géostratégique le dispositif stratégique que la Russie est en train de mettre en place progressivement en Afrique. Ainsi, elle installe aussi bien des pôles stratégiques que des antennes de relais opérationnels. Les pôles stratégiques sont situés dans des territoires où la Russie a des intérêts conséquents passés (Angola, etc.) d'une part, et dans les pays où elle a identifié des intérêts récents (RCA, etc.) d'autre part. Ces intérêts peuvent être géoéconomiques, géostratégiques et/ou géopolitiques. Aussi, les antennes de relais opérationnels sont-elles situées dans des territoires où la Russie a des intérêts mineurs, voire symboliques (cas du Gabon).

Par conséquent, la Centrafrique constitue un enjeu bénéfique pour les Russes qui « déploie[nt] [...] un important dispositif de puissance » (Tchokonte, 2019, p. 6). La communication autour de leur arrivée à Bangui s'inscrit dans la logique de ce dispositif. En outre, la proximité frontalière de certains pays dans lesquels la Russie est installée, à savoir Soudan-Centrafricain-RDC, RDC-Angola, Angola-Botswana, Botswana-Zimbabwe-Afrique du Sud, crée une médiane stratégique de la présence russe de l'Afrique australe à l'Afrique centrale, avec des États à façade maritime et d'autres enclavés.

Conclusion

Somme toute, l'analyse sur la projection russe dans le pré carré français, notamment en Centrafrique, permet d'appréhender en filigrane, le retour de la Russie en Afrique. En se servant du domaine économique (ses entreprises de pointes), du domaine militaire

(ses armements et équipements militaires qui sont appréciés), de sa diplomatie d'influence (dans les organisations internationales), la Russie a réussi à gagner en partie la confiance des autorités centrafricaines. Elle a aussi réussi à semer le doute du côté des puissances occidentales. Son arrivée en RCA vient compliquer davantage la position de la France dans cet État. Vu les ressources peu ou pas exploitées dont elle regorge, la Centrafrique demeure un territoire aux enjeux protéiformes. Sa position importante « dans le grand jeu en Afrique centrale » (Noah Noah, 2019) fait d'elle un territoire de rivalités d'influence continue. La Centrafrique devient pour la Russie, un pivot géopolitique défini par Zbigniew Brzezinski comme : « Les États dont l'importance tient moins à leur puissance réelle et à leur motivation qu'à leur situation géographique sensible et à leur vulnérabilité potentielle, laquelle influe sur le comportement des acteurs géostratégiques... » (1997, p. 68-69).

Bibliographie

- AFP (2019), « La Centrafrique demande à la Russie de renforcer son aide militaire », [en ligne], mis en ligne le 23 octobre, consulté le 18 août 2010; URL: <<https://www.la-croix.com/Economie/Centrafrique-demande-Russie-renforcer-aide-militaire-2019-10-23-1301056133>>.
- Arkhangelskaya A. (2013), « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique », In *Afrique contemporaine*, vol. 4, n° 248, 2013.
- Banque africaine de développement (2011), « Russia's Economic Engagement with Africa », in *Africa Economic Brief*, vol. 2, issue 7, 11 mai.
- Bat J.-P. (2013), « Bokassa, dernier empereur d'Afrique », [en ligne], *Mensuel*, n° 394, consulté le 18 août 2020. URL : <<https://www.lhistoire.fr/bokassa-dernier-empereur-dafrique>>.
- Bennet W.L. (1990), « Toward a theory of Press-State Relations in the United States », In *Journal of Communication*, n° 40, p. 103-125.
- Binette P. (2017), « La "doctrine poutine", rempart contre l'hégémonie occidentale ? », In *Diplomatie*, « Russie. Une puissance incontournable ? », Les grands dossiers, n° 40, Analyse, août-septembre, p. 45.
- Boute Mbamba C. (2004) « Le coup d'État de la Saint-Sylvestre 1965, : film des événements », [en ligne], consulté le 18 août 2020. URL : <https://www.sangonet.com/HistoireRCA/coups-ET-1965_2004C.html>.
- Brunet R. (2008), *Les Mots de la géographie, dictionnaire critique*, Paris, Reclus, La Documentation française.
- Brzezinski Z. (1997), *Le Grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Paris, Bayard.
- Burgess S. (2018), « L'intervention militaire en Afrique. Analyse comparée de la France et des États-Unis », in *ASPI Afrique & Francophonie*, 2^e trimestre, p. 5-25.
- Chomsky N. et Herman E. S (2003), *La Fabrique de l'opinion publique : la politique économique des médias américains*, Paris, Le Serpent à plumes.

ARCHANGE BISSUE BI NZE

- Direction générale des mines (2014), *Aperçu sur le potentiel minier de la République centrafricaine*, ministère des Mines, du Pétrole, de l'Énergie et de l'Hydraulique.
- Dubien A. (2017), « La Russie en Afrique : un retour limité », in *Diplomatie*, « Russie. Une puissance incontournable ? », Les grands dossiers, n° 40, Focus, août-septembre.
- Dussouy G. (2007) *Les Théories géopolitiques, Traité de relations internationales (1)*, Paris, L'Harmattan, 366 p.
- Elzein D. (2014), « L'Afrique face aux nouvelles ambitions de la Russie », *Géoéconomie*, n° 71, 4^e trimestre, p. 77-88.
- Embiede Eballa M.C. (2019), « L'Afrique centrale et la renaissance géopolitique de la Russie », *Le retour de la Russie et la reconfiguration du jeu de puissance en Afrique centrale*, Cameroun, Dialectique des intelligences, dossier, n° 6, premier semestre, p. 43-58.
- Faes G. et Smith S. (2000), *Bokassa 1^{er}, Un empereur français*, Paris, Calmann-Lévy.
- Fogue Tedom A. (2008), *Enjeux géostratégiques et conflits politiques en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 418 p.
- Forestier P. (2018), « Centrafrique : comment la Russie travaille patiemment à supplanter la France », [en ligne], *Le Point*, Analyse, consulté le 20 août 2020. URL : <https://www.lepoint.fr/afrique/centrafrique-comment-la-russie-travaille-patiemment-a-supplanter-la-france-15-12-2018-2279472_3826.php>.
- Germaine E. (2000), *La Centrafrique de Bokassa, 1965-1979 : force et déclin d'un pouvoir personnel*, Paris, L'Harmattan.
- Giles K. (2013), « Russian Interests in sub-saharan Africa », *The Letort Papers*, Strategic Studies Institute/US Army War College, juillet.
- Gourdin P. (2013), « République centrafricaine : géopolitique d'un pays oublié », *Diploweb.com*, [en ligne], consulté le 12 mars 2017. URL : <<http://www.diploweb.com/spip.php?article1116>>.
- Guilhaudis J.-F. (2016), « Les accords de "défense" de deuxième génération, entre la France et divers pays africains (Inf.8/1-7) » [en ligne], n° 4, consulté le 19 juillet 2017. URL : <<http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=1132>>.
- Herman E.-S. (2008), *La Fabrique du consentement : de la propagande médiatique en démocratie*, Marseille, Agone, 654 p.
- Hivert F., (2020) « La stratégie de communication russe en Centrafrique. Communiquer pour masquer ses faiblesses », [en ligne], publié le 17 avril, consulté le 20 août 2020. URL : <<https://www.revueconflits.com/centrafrique-russie-france-florent-hivert-communication-influence/>>.
- Hubert-Rodier J. (2018), « Le grand retour de la Russie en Afrique », *Les Échos*, août.
- Kalika A. (2019), « Le "grand retour" de la Russie en Afrique ? », *Russie. Nei. Visions*, n° 114, Ifri.
- Kennklomenagh K. (2013), « Russia : Raising Arms Sales », *SAFPI Policy Brief*, n° 35, mai.
- Leboeuf A. (2017), « Coopérer avec les armées africaines », *Focus stratégiques*, n° 76, IFRI.
- Leboeuf A. (2019), « La compétition stratégique en Afrique. Approches militaires américaine, chinoise et russe », *Focus stratégique*, n° 91, Ifri.
- Legget T., Dawson J., Yearsley A. (2011), *Criminalité organisée et instabilité en Afrique centrale. Une évaluation des menaces*, rapport UNODC, Vienne, octobre.
- *Livre blanc. Défense et sécurité nationale*, Paris, 2013.
- Lobez C. (2019), « Activisme croissant de la Russie en RCA : nouveau terrain d'affrontement entre les grandes puissances ? », [en ligne], mis en ligne le 3 mai, consulté le 20 août 2020. URL : <<https://www.aren24.news/2019/05/03/activisme-croissant-de-la-russie-en-rca-nouveau-terrain-daffrontement-entre-les-grandes-puissances/>>.

CENTRAFRIQUE : LA RUSSIE DANS LE PRÉ CARRÉ FRANÇAIS

- Luckham R. (1982), « Le militarisme français en Afrique » *Politique africaine*, 1982, pp.95-110.
- Mana Kä. (2014), « L'ingérence étrangère et les interventions militaires des grandes puissances en Afrique Dimension du problème et enjeux de fond », *Que font les armées étrangères en Afrique ?* « Réflexions autour des interventions militaires internationales dans les pays africains en crise : cas de la RCA, de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Nigéria, de la RDC, de la Somalie et du Soudan du Sud », Goma, RDC, p. 21-39.
- Marchal R. (2019), « La Russie et la corne de l'Afrique. Anachronisme ou nouvelles configurations ? », *Observatoire Afrique de l'Est enjeux politiques & sécuritaires*, Note Actualité, n° 4, février.
- Ministère de la Défense (2016), *Les Forces françaises prépositionnées*, mai.
- Noah Edzimi F.-X. (2019), « La politique de puissance de la Russie en Afrique centrale : dynamique locale d'une puissance globale », *Le retour de la Russie et la reconfiguration du jeu de puissance en Afrique centrale*, Cameroun, Dialectique des intelligences, dossier, n° 6, premier semestre, p. 9-28.
- Noah Noah F. (2019), « La Russie dans le "grand jeu" en Afrique centrale : entre continuités et ruptures stratégiques », *Le retour de la Russie et la reconfiguration du jeu de puissance en Afrique centrale*, Cameroun, Dialectique des intelligences, dossier, n° 6, premier semestre 2019, p. 28-43.
- Oilivier M. (2019), « Russie-Afrique : Centrafrique, le pays des Soviets ? », [en ligne], mis à jour le 9 juin 2020 [mis en ligne le 20 août], consulté le 18 août 2020. URL : <<https://www.jeuneafrique.com/mag/814887/politique/russie-afrique-centrafrique-bienvenue-au-pays-des-soviets/>>.
- Pham J.P. (2014), « Russia's Return to Africa », *Atlantic Council*, 13 mars.
- RFI (2019), « Deuxième livraison d'armes de la Russie à la RCA », [en ligne], publié le 15 août, consulté le 18 août 2020. URL : <<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190815-deuxieme-livraison-armes-russie-rca>>.
- RFI (2016), « Archives Foccart : la France et le coup d'État de Bokassa », [en ligne], publié le 26 février, consulté le 18 août 2020. URL : <<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20160210-archives-foccart-france-rca-coup-etat-bokassa-histoire>>.
- Robinson P. (1999), « The CNN effect : can the news media drive foreignpolicy ? », *Review of International Studies*, n° 25, p. 301-309.
- Tchokonte S. (2019), « Introduction », *Le retour de la Russie et la reconfiguration du jeu de puissance en Afrique centrale*, Cameroun, Dialectique des intelligences, dossier, n° 6, premier semestre, p. 6-8.
- Tsassa A. (2016), « Minerais stratégiques et minerais critiques : arme économique ou stratégie de puissance pour l'Afrique ? », *Note de recherche*, n° 23, Thinking Africa, 12 p.
- Vigne E. (2018), « Présence chinoise et russe en Afrique : différences, convergences, conséquences », *Focus paper*, n° 37, Institut royal supérieur de défense, juillet 2018.
- Wasinski C. (2003), « Théories des relations internationales, doctrines militaire et pensées stratégiques et de sécurité », *Les Champs de Mars*, n° 14, 2^e trimestre, p. 145-172.
- Wasinski C. (2004), « Productions des savoirs et représentations stratégiques », *Cultures et Conflits*, n° 54, été, p. 163-180.

Résumé:

Cet article vise à analyser la problématique du retour de la Russie en Afrique et les effets que cela occasionne dans le pré carré français, notamment en République centrafricaine. La RCA est un pivot stratégique dans la projection géopolitique de la Russie en Afrique. Bien qu'il soit dans la sphère d'influence de la France, ce pays ne cesse d'être convoité par les puissances occidentales et eurasiatiques. S'il constitue un enjeu de basse et/ou de haute importance pour certains États, c'est un théâtre d'opération favorable pour d'autres.